

01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, protection, intégration	4
04 Contexte socio-politique - faits marquants	6
05 Actualités du RAEMH	9



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

01 | Tendances migratoires

Migrations transnationales

Europe: selon Frontex, les [Egyptiens sont désormais la première nationalité africaine à rejoindre l'Europe](#), partant des côtes libyennes pour atteindre l'Italie, mais aussi la Grèce. Les difficultés économiques sont la principale raison des départs.

Un [sondage réalisé par YouGov dans 7 pays européens dont la France, l'Italie, et l'Espagne](#), confirme un rejet de l'immigration par les Européens. Mais l'étude met aussi en avant la méconnaissance sur l'immigration, notamment sur la part de migrants en situation irrégulière.

Atlantique : la [Guinée devient nouveau point de départ](#) pour les Canaries, une traversée sur plus de 2.200 km qui peut durer jusqu'à 10 jours.

Du côté de la Mauritanie, fin décembre, [plus de 1.100 personnes en provenance du Mali ont franchi la frontière](#), portant à environ 7.300 le nombre de nouveaux arrivants depuis la fin octobre. Un afflux qui s'ajoute aux plus de 300.000 réfugiés maliens déjà présents dans le pays.

Manche: Selon le Home Office, [41.472 exilés ont atteint le Royaume-Uni en 2025](#) par la Manche, 2^{ème} nombre d'arrivées le plus élevé jamais enregistré depuis le début des relevés en 2018. Pour autant, [l'immigration nette a chuté de près de 69 % sur un an](#), entre juillet 2024 et juin 2025, conséquence des politiques du précédent gouvernement conservateur de Rishi Sunak, portant sur les restrictions des visas étudiants et des visas de travail.



Selon le [Rapport annuel 2025 de Caminando Fronteras](#), 3.090 personnes ont perdu la vie sur les routes migratoires vers l'Espagne, soit 8 personnes par jour. Un nombre de victimes moins élevé qu'en 2024, année record avec plus de 10 000 décès recensés. Cette baisse s'explique par la chute des arrivées aux Canaries (-63%) suite aux partenariats passés entre l'Espagne et les pays d'origine comme la Mauritanie. 1906 personnes sont mortes ou disparues cette année sur cette route. En revanche, la route vers les Baléares est devenue plus dense et plus meurtrière en 2025, 1037 personnes parties d'Algérie vers les Baléares ont perdu la vie cette année. Elles étaient moitié moins (517) en 2024 (hausse du nombre d'arrivées de l'ordre de 41.7%).



Rapport publié par Amnesty International [« Personne ne vous entend quand vous criez »: Le dangereux tournant de la politique migratoire en Tunisie](#), qui met en cause les autorités tunisiennes pour l'accueil et le traitement réservés aux personnes exilées, évoquant des viols et des tortures subis. L'ONG pointe également la responsabilité de l'UE en raison de son accord migratoire avec Tunis.

Méditerranée : En 2025, au moins [26.635 personnes ont été interceptées en mer par les gardes-côtes libyens](#), selon l'OIM. Un nombre en hausse constante ces trois dernières années alors que la Libye est toujours pointée du doigt pour les dangers que les migrants y encourent.

Ethiopie : la dramatique situation économique et sécuritaire du [pays pousse la jeunesse à fuir](#). Selon l'OIM, environ 250.000 personnes empruntent les itinéraires menant aux pays du Golfe, à l'Afrique du Sud et à l'Europe. De nouvelles routes ont émergé depuis le conflit au Soudan, et l'Europe a durci les conditions d'obtention de visas pour les Ethiopiens.

Déplacements forcés

Nigeria: la recrudescence des exactions menées par Boko Haram à la frontière avec le Cameroun touche particulièrement [les zones dans lesquelles des personnes déplacées](#) ont été encouragées à s'installer. Cette situation vient mettre à mal la stratégie de « stabilisation » de l'Etat de Borno, qui souhaite faire rentrer les personnes déplacées dans les zones qu'il a déclaré « sûres ».

Soudan: Fin décembre, en 3 jours, une [recrudescence des violences a poussé plus de](#)

[10 000 personnes](#) à fuir de leurs localités dans le Darfour du Nord et le Kordofan du Sud, dans l'ouest et le sud du pays.

RDC: dans l'est du pays, plus précisément dans le [territoire de Fizi](#), des affrontements réguliers poussent les populations à fuir (265.000 personnes). La plupart trouvent refuge dans des familles d'accueil ou s'entassent dans des sites informels, "dans des conditions inhumaines", où l'on constate l'apparition de foyers de choléra.

02 | Contrôle et gestion des frontières

Surveillance, refoulements, contrôles

Manche: une nouvelle mesure permettra de procéder à des fouilles vestimentaires et buccales à l'arrivée au port des personnes secourues dans la Manche, afin de [récupérer les téléphones et cartes SIM](#) et d'obtenir d'éventuelles informations sur les réseaux de passeurs. Côté français, selon un document non public, la [gendarmerie pourra intercepter des canots avant même qu'ils embarquent](#) des personnes à son bord et pourra [déployer des filets dans l'eau](#) pour neutraliser les hélices des moteurs des embarcations.

2 procès ont été lancés, l'un à propos de la [traversée meurtrière du 12 août 2023](#), au cours de laquelle au moins 7 personnes ont perdu la vie, l'autre met en accusation un [réseau international de passeurs utilisant des "taxi boats"](#) pour faire traverser la Manche.

Aussi, le Conseil d'État français a [rejeté la demande d'annulation de l'accord migratoire franco-britannique dit « un pour un »](#), déposée en octobre 2025 par 16 ONG.

Méditerranée: Entre la Libye et l'Italie, et depuis le Maghreb vers l'Espagne, les [passeurs se servent désormais de vedettes rapides](#). Ces traversées coûtent très cher (6.000 à 15.000 euros), alimentant un système d'exploitation

quand les passeurs acceptent une baisse du prix en échange de faveurs (travail forcé, actes sexuels sous la contrainte, prostitution une fois arrivés en Europe, transport de drogues).

Tunisie: [arrestation de femmes et d'enfants pour mendicité](#). Détenus de manière arbitraire dans un centre d'accueil utilisé comme centre de détention, ils risquent d'être expulsés vers la frontière libyenne.



Rapport publié par Euromed Rights « [Etude sur l'utilisation des nouvelles technologies dans l'identification et la recherche des personnes disparues ou décédées en migration](#) »

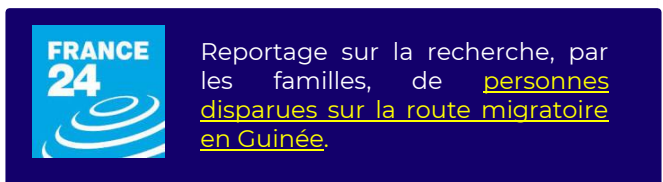
AlarmPhone publie son Analyse régionale de la Méditerranée Occidentale et de l'Atlantique, couvrant la période 1er Mars - 31 Août 2025, intitulée « [\(In\)sécuriser la frontière : la technique au service du contrôle et de la répression des mobilités](#) ».

Disparitions, sauvetages

Méditerranée centrale : [naufrage d'une embarcation début novembre](#) au large des côtes libyennes, 42 personnes présumées mortes, 7 survivant.es. MSF a par ailleurs annoncé la reprise de ses activités de recherche et de sauvetage, qui avaient été interrompues en décembre 2024 dans le cadre de lois et politiques italiennes restrictives.

Aussi, ont été retrouvées [14 dépouilles retrouvées à la frontière](#) entre l'Algérie et le Maroc, les victimes ayant probablement succombé de froid et de faim. Les victimes seraient originaires de Guinée Conakry, du Cameroun et du Nigeria. L'Association marocaine d'aide aux migrants en

situation vulnérable (AMSV) dénonce aussi le fossé « de la mort » qui sépare les 2 pays : profond de 4,5 mètres de large sur 4 mètres de profondeur, il jouxte un haut grillage côté marocain et peut se remplir d'eau quand les rivières proches débordent par temps de pluie.



Expulsions / retours / relocalisation

Retours

Maroc: le gouvernement espagnol a annoncé un financement à hauteur de plus de [600.000 € des projets d'aide au retour "volontaire"](#) ainsi que le [renforcement de la gestion de ses frontières](#), en collaboration avec l'OIM. Une large partie de ces fonds concerneront le Maroc.

France: un nouvel arrêté ministériel [augmente le montant de l'aide au "retour volontaire"](#) pour atteindre jusqu'à 3.500€, contre 2.500€ auparavant, afin d'inciter un plus grand nombre de personnes en situation irrégulière à retourner dans leur pays. Cette hausse vise principalement les "nationalités les plus représentées parmi les migrants parvenant à atteindre le Royaume-Uni", indiquent les autorités françaises.

Suède: des [élus locaux refusent de participer au programme d'aide au "retour volontaire"](#), voulu par la droite et l'extrême droite au pouvoir. Ils soulignent notamment le besoin de main d'œuvre dans le pays.

Expulsions

UE : Début décembre, les ministre de l'intérieur des 27 pays membres ont donné leur [feu vert à trois textes proposés par la Commission européenne afin d'encadrer plus strictement les arrivées et les renvois d'exilés](#), ciblant particulièrement: l'ouverture de centres de retour – "hubs de retour" – dans des pays hors des frontières de l'UE où seraient envoyés les migrants déboutés de l'asile, l'allongement des périodes de rétention pour ceux qui refusent de quitter le territoire européen, le renvoi des demandeurs d'asile vers des pays tiers "sûrs" - mais avec lesquels le demandeur n'a aucun lien. Ces mesures doivent encore passer devant le Parlement en mars 2026. Les seuls sceptiques sont la France et l'Espagne. Quelques jours après 19 États membres ont déjà demandé à la Commission européenne [d'octroyer des fonds pour financer ces "hubs de retour"](#). Giorgia Meloni [reste persuadée que le projet de centres de rétention et de rapatriement](#), sous juridiction italienne, installés en Albanie, bloqué jusqu'à maintenant par justice italienne et la Cour de justice européenne, seront rendus opérationnels grâce au Pacte migration et asile de l'UE dont l'entrée en vigueur est prévue en juin 2026.

Mi-novembre, la Commission européenne avait annoncé la liste des 4 États bénéficiaires du [mécanisme dit de solidarité](#), prévu par le nouveau Pacte asile et migration. L'Italie, l'Espagne, la Grèce et Chypre pourront transférer 30 000 demandeurs d'asile vers les autres pays de l'UE. Des amendes sont prévues pour les réfractaires, tandis que 6 pays considérés sous pression sont exemptés de cette contribution.

Détentions / enfermement

France: dans un [rapport](#), le contrôleur général des lieux de privation de liberté signale des ["dysfonctionnements graves" dans le traitement des personnes exilées dans les locaux de la police à la frontière franco italienne](#). Il estime notamment que les installations sont "sous dimensionnées", "pas adaptées" et dans "un état de saleté extrême".

Italie: [acquiescement de Matteo Salvini](#), actuel vice-Premier ministre et ministre des Transports, dans l'affaire de l'Open Arms, qui portait sur son refus d'autoriser 147 personnes à débarquer

pendant plusieurs semaines lorsqu'il était ministre de l'Intérieur en 2019.

Libye: alors que l'Examen Périodique Universel de la Libye a conclu, mi novembre, de nombreux pays réunis lors d'une assemblée des Nations Unies ont [appelé la Libye à protéger davantage les personnes migrantes présentes sur leur sol et respecter les droits humains](#), le Royaume-Uni a demandé à "fermer" les centres de détention où les personnes exilées sont victimes de tortures.

03 | Accueil, protection, intégration

Premier accueil



[Enquête du HCR sur les conditions de vie dans les camps du nord de la France](#). On constate une part croissante de femmes seules avec ou sans enfants, une population particulièrement propice aux situations d'emprise et d'exploitation par les réseaux de passeurs.

Manche : les [opérations d'intimidations aux personnes exilées](#) et aux associations qui les soutiennent, menées par des militants anti-immigration britanniques, se multiplient dans le nord de la France. En parallèle, un tribunal a [ordonné aux autorités de fournir "points d'eau, douches, toilettes et évacuation des déchets"](#) dans plusieurs campements de fortune du nord de la France.

Espagne : [Accélération des transferts de mineurs](#) depuis les Canaries vers la péninsule avec l'envoi de 679 enfants à Madrid. Mais le rythme reste encore trop lent selon les autorités canariennes. En accentuant les transferts de ce type, Madrid répond à une nouvelle ordonnance de la Cour suprême qui avait donné jusqu'à 21 novembre aux autorités espagnoles pour accueillir ces jeunes ayant demandé l'asile aux Canaries. Mi-novembre, la police espagnole a [démantelé un réseau de trafiquants](#) qui faisait passer des migrants mineurs des Canaries, où ils arrivaient depuis le Maroc, jusqu'en France.

Burundi: Depuis début décembre, l'offensive du M23 dans l'est de la RDC a précipité plus de 84.000 personnes au [Burundi voisin, qui peine à accueillir ces réfugiés](#) tant les ressources manquent. Le HCR a lancé un appel de fonds d'urgence et le PAM craint une grave crise alimentaire. Plus de 200 000 réfugiés congolais résident à présent au Burundi.

Asile, Séjour

Allemagne: fin du [programme de parrainage communautaire pour la réinstallation des réfugiés, NesT \(Neustart im Team\)](#) après seulement 7 ans d'existence. Les personnes sélectionnées étaient mises en relation avec des groupes de mentorat au sein de la communauté locale, qui s'engageaient à leur trouver un logement, à en couvrir les frais pendant un an, et à les aider dans leurs démarches administratives.

Depuis sa création, 186 réfugiés sont arrivés grâce à ce programme, avec l'aide de 43 groupes de mentorat.

Belgique: Le gouvernement a décidé de [renforcer les conditions d'accès au revenu d'intégration pour les réfugiés](#), qui devront désormais suivre un "parcours d'intégration" pour toucher la totalité de cette aide.

France: [Le nombre de régularisations a baissé de 42%](#) au cours des 9 premiers mois de l'année. Cette forte chute s'explique par la mise en place de la « circulaire Retailleau » qui durcit les conditions d'accès à un titre de séjour. La baisse atteint 54% en ce qui concerne les régularisations par le travail.

Sur l'île française de Mayotte, la situation des personnes exilées est critique. Tout au long de l'année 2024, des [Congolais ont été renvoyés du territoire, alors](#) même qu'ils étaient toujours en attente de leur demande d'asile. Une partie d'entre eux l'ont, in fine, obtenu, en raison du conflit armé dans l'est du pays. Mais les [conditions de vie sur l'île pour les personnes exilées restent extrêmement précaires.](#)

Grèce: une nouvelle circulaire prévoit de [sanctionner les réfugiés statutaires qui retournent dans leur pays d'origine](#), en supprimant leur protection internationale.

Portugal: La Cour constitutionnelle du Portugal a finalement estimé que plusieurs articles de loi voté par la coalition gouvernementale et l'extrême droite, [durcissant l'accès à la nationalité, n'étaient pas conformes](#) à la Constitution. Le texte est renvoyé devant le Parlement qui devra l'amender avant un nouveau vote.

Royaume-Uni: annonce par le gouvernement, de [mesures dissuasives](#) pour décourager les arrivées irrégulières, notamment : le passage à un statut de réfugié temporaire, réexaminé tous les deux ans et demi en fonction de la situation dans le pays d'origine de la personne, ainsi que la fin de l'obligation de fournir un logement et une allocation aux demandeurs d'asile pour faire contribuer ceux qui peuvent travailler ou qui disposent de biens. Londres a aussi menacé de [restreindre l'octroi de visas à l'Angola, la Namibie et la RDC](#), accusés de ne pas coopérer suffisamment pour réadmettre leurs ressortissants en situation irrégulière après qu'ils ont été déboutés de leur demande d'asile.

Intégration - protection

Espagne: mi-décembre, les policiers ont procédé à une [expulsion](#), délogeant 400 personnes, originaires pour la plupart du Sénégal et de Gambie, qui squattaient des bâtiments scolaires abandonnés au nord de Barcelone.

France: Une proposition de loi adoptée à l'Assemblée nationale [prévoit l'hébergement des](#)



Selon le [rapport annuel du Mixed Migration Center \(MMC\) pour l'année 2025](#), si l'Europe affirme vouloir développer des « voies sûres et légales », la plupart restent inaccessibles alors même que la pénurie de main-d'œuvre s'aggrave sur le continent.

Rapport [Accesso Negato \(« Accès refusé »\)](#), établi par plusieurs ONG italiennes, qui fait état des [obstacles qui entravent l'accès aux procédures de protection internationale à Trieste](#), dans le nord du pays.

Côte d'Ivoire : plus de 69.000 demandeurs d'asile burkinabés et 1.500 maliens se sont vu reconnaître le statut de réfugié en novembre. Cette hausse est le résultat d'un arrêté interministériel, peu médiatisé, qui [offre le statut de réfugiés aux demandeurs d'asile enregistrés à partir de mai 2021](#), visant donc les personnes qui ont fui les violences dans le sud du Burkina Faso et du [Mali](#). Le gouvernement ivoirien avait annoncé mi-novembre un [renforcement de la sécurité à sa frontière nord](#), en réponse à un afflux « inhabituel » de réfugiés maliens fuyant des attaques de « groupes armés terroristes » dans le sud du Mali.

Ouganda: 1^{er} pays d'accueil des personnes réfugiées en Afrique, l'Ouganda a annoncé qu'il [refuserait dorénavant d'accorder l'asile aux ressortissants somaliens, éthiopiens et érythréens](#). Le pays, qui compte 1,93 million de réfugiés pour 50 millions d'habitants, est considéré comme un modèle d'accueil mais souffre de l'effondrement de l'écosystème humanitaire depuis le démantèlement de l'USAID.

[mineurs isolés étrangers pendant toute la durée de leur procédure de reconnaissance de minorité](#), même ceux qui font appel après un premier rejet. Actuellement, ces jeunes en recours sont présumés majeurs et remis à la rue par les services de protection de l'enfance. Considérés comme adultes par les autorités, [ces mineurs déboutés ont peu de chance d'être](#)

[acceptés dans les différents centres d'hébergement d'urgence](#) - réservés exclusivement aux plus de 18 ans.

Grèce: Annoncés au mois d'août 2025, les [tests osseux ont commencé pour déterminer l'âge](#) des personnes se déclarant mineurs. Selon le ministre des Migrations, sur 104 examens réalisés, 57 % ont révélé que les migrants étaient adultes. Ces tests, très controversés, consistent en un examen médical, une évaluation psychosociale et une radiographie du poignet/de la main gauche pour déterminer l'âge osseux. La marge d'erreur est estimée entre dix-huit mois et trois ans.



UNICEF et Terre des Hommes publient le rapport « [Familles en mobilité – Témoignages de familles dans les centres d'accueil en Italie](#) », une enquête sur l'accueil des familles demandeuses d'asile en Italie. Environ 20 % des plus de 65 000 personnes qui ont déjà atteint l'Italie par la mer depuis le début de l'année sont des enfants.

Travail

Allemagne: pour répondre au manque de main d'œuvre, le gouvernement avait lancé en 2019 un dispositif de formation professionnelle qui consistait à attribuer une protection temporaire contre l'expulsion pour les demandeurs d'asile déboutés qui entament une formation professionnelle. Mais une enquête récente a montré [le décalage entre la loi et son application](#) : peu utilisé et n'ayant pas évité l'expulsion dans certains cas.

Italie: pour lutter contre la pénurie de main d'œuvre, la Confédération patronale italienne (Confindustria) a lancé des [initiatives régionales comme le programme « Si vous fuyez, je vous embauche](#)», qui vise à embaucher des personnes exilées hébergés dans les centres d'accueil d'urgence. Les agents d'entretien, les chauffeurs et les aides-soignants sont les profils les plus recherchés.

Royaume-Uni: lancement de l'opération « Sterling » qui vise à [lutter contre l'emploi de travailleurs migrants en situation irrégulière](#) dans des secteurs comme la restauration, les services de livraison ou encore les salons de beauté.



Rapport de Amnesty International, intitulé « [À la merci d'un papier : Comment l'État français fabrique la précarité des travailleurs étrangers](#) » pointe l'incapacité des préfectures françaises à traiter les dossiers de demande de renouvellement des cartes de séjour à temps, provoquant des abus de la part d'employeurs peu scrupuleux, allant du non-paiement des salaires aux violences et discriminations.

04 | Contexte socio-politique - faits marquants

Tendances mondiales

A l'occasion du 25 novembre, **journée mondiale contre les violences faites aux femmes**, les Nations Unies rappellent [que 50.000 femmes et filles ont été tuées par un proche en 2024](#), soit 60% de tous les féminicides, qui représentent 83.000 femmes (Soit 137 par jour, une toutes les dix minutes).

Selon le [rapport annuel de la Banque mondiale](#), pour la 3^{ème} année de suite, les pays à bas et moyen revenu dépensent davantage pour rembourser leur dette extérieure qu'ils ne reçoivent de financements pour se développer.

Alors que la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) est en cours au Maroc, les Etats Unis, où se déroulera la prochaine coupe du monde (juillet 2026), ont annoncé [des restrictions totales ou partielles d'entrée](#) à plusieurs pays dont le Burkina Faso, le Laos, le Niger, le Mali, la Sierra Leone, le Soudan du Sud, la Syrie et les Palestiniens. Le [Sénégal et la Côte d'Ivoire](#) ont aussi été mentionnés dans une nouvelle annonce.

Afrique

Aide au développement : La Banque Africaine de Développement a levé 11 milliards de dollars pour son « Fonds africain de développement », qui octroie des prêts à 37 pays à faible revenu du continent, sous forme de prêts concessionnels assortis de longs délais de remboursement, afin d'améliorer l'accès à l'énergie, de renforcer la sécurité alimentaire, de développer les infrastructures et de dynamiser le commerce

régional. Il s'agit de [la somme la plus importante de ses 53 ans d'histoire](#).

La [Cour des comptes européenne](#), qui a analysé l'efficacité [des 11 milliards d'euros alloués en dix ans par l'UE pour lutter contre la faim en Afrique subsaharienne](#), constate que l'aide est nécessaire, mais doit être mieux ciblée.

Afrique du Nord

Algérie : adoption par l'Assemblée d'une proposition de loi visant [à déchoir de sa nationalité tout citoyen accusé d'atteintes graves aux intérêts de l'Etat](#).

Maroc: Deux mois après les manifestations qui ont secoué le royaume, des [projets de loi votés au Parlement début décembre, instaurent des quotas de femmes et de jeunes](#) et des incitations à s'engager, pour répondre à la demande d'une meilleure représentativité. Au même moment, de [nouveaux rassemblements](#) avaient été convoqués pour exiger la libération des 2.480 personnes poursuivies.

Tunisie: [ouverture du procès de 6 membres de l'antenne locale de l'ONG française Terre d'Asile](#) ainsi que 17 ex-employés et membres du conseil municipal de Sousse poursuivis, depuis mai 2024, pour avoir facilité l'entrée, l'hébergement et l'installation de demandeurs d'asile en situation irrégulière. Quelques semaines avant, [Le président du Conseil tunisien des réfugiés \(CTR\) et un chef de projet de la même ONG étaient condamnés à deux ans de prison](#). Ayant effectué l'essentiel de leur peine après environ 20 mois de détention, ils ont été libérés.

Afrique de l'Ouest

AES¹: l'organisation [se structure progressivement](#), avec l'inauguration d'un média commun (radio et TV), et des discussions en cours pour la formation d'une force armée unifiée, ainsi que pour la création d'une Banque confédérale pour l'investissement et le développement.

Bénin: [tentative de coup d'Etat le 7 décembre](#), les forces armées de la [CEDEAO](#) et du Nigeria sont intervenues.

Burkina Faso: Le régime militaire va [rétablir dans son code pénal la peine de mort](#), abolie en 2018. Les condamnations à mort seront rétablies « *pour un certain nombre d'infractions que sont la haute trahison, les actes de*

¹ Alliance des Etats du Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger)

terrorisme, les actes d'espionnage, entre autres ». La dernière exécution remontait à 1988.

Côte d'Ivoire: quelques semaines après le renouvellement de Alassane Ouattara pour un 4^{ème} mandat présidentiel, [large victoire de son parti aux élections législatives](#) de fin décembre, remportant les trois quart des sièges de l'assemblée nationale.

Gabon: [l'épouse et le fils du président déchu Ali Bongo ont été condamnés](#) à vingt ans de prison par contumace, pour détournement de fonds impliquant des sommes colossales.

Guinée: [large victoire du chef de la junte, Mamadi Doumbouya](#), aux élections présidentielles, avec 86,72 % des voix, et un taux de participation de 80,95 %. Les principaux opposants étaient en détention ou en exil.

Guinée équatoriale: [changement de capitale de Malabo à Ciudad de la Paz](#), l'est du pays, en pleine forêt équatoriale. Les raisons sont stratégiques et pour répondre à la saturation démographique de Malabo et de Bata (capitale économique).

Guinée Bissau: coup d'Etat fin novembre, [la veille de l'annonce des résultats aux élections](#), desquelles le Président actuel était donné favori. C'est l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre, le [général Horta N'Tam qui a été investi](#) à la tête de la transition pour 1 année. Le président sortant Umaro Sissoco Embalo a trouvé refuge au Sénégal. Pour plusieurs opposants, les liens entre M. Embalo et le général N'Tam [accréditeraient l'hypothèse que ce coup d'Etat serait une manœuvre du clan présidentiel](#) pour empêcher la victoire dans les urnes de l'opposant Fernando Dias da Costa – qui vit caché depuis le putsch.

Mali: Au [bord de l'asphyxie en novembre à cause d'attaques répétées](#) de convois de camions-citernes par le Groupe de soutien de l'islam et des musulmans, [Bamako est à nouveau ravitaillée](#), mais de façon erratique.

Niger: [suspension en novembre des activités de plusieurs centaines d'ONG et associations de développement locales et étrangères](#). Leur est reproché de ne pas avoir publié leurs états financiers 2024 au *Journal officiel*, leur accordant un délai de soixante jours pour se mettre en règle.

Afrique de l'est

Sur le plan économique, le gouvernement a annoncé la [mise sur le marché international de l'uranium de la Somair](#), filiale du géant français Orano nationalisée récemment. Ce dossier est au centre de la confrontation entre la junte au pouvoir et le groupe français Orano.

Nigeria: [230 élèves ont été libérés](#) un mois après [l'enlèvement massif du 21 novembre](#) dans une école catholique du centre du pays (315 enfants et enseignants enlevés). N'a pas été dévoilé publiquement qui est à l'origine de l'enlèvement ni comment leur libération a été obtenue.

Le [25 décembre, les Etats Unis ont mené des frappes aériennes dans le nord-ouest du pays](#), visant l'organisation Etat islamique. Le ministre des affaires étrangères nigérian, Yusuf Maitama Tuggar, a déclaré qu'il s'agissait d'une « opération conjointe » visant des « terroristes », mais que cela « n'avait rien à voir avec une religion particulière », contredisant le récit de la Maison Blanche, qui [avait menacé Abuja en novembre d'une intervention militaire](#), l'accusant de « tolérer les meurtres de chrétiens ». Au Nigeria, les violences commises par les groupes armés touchent majoritairement les musulmans. Le [lieu de la frappe a intrigué certains analystes](#), qui soulignent que la région visée est plutôt victime de gangs criminels locaux, et que la présence de l'Etat Islamique est constatée dans le nord est du pays. Selon le PAM, l'instabilité croissante dans le nord-est du pays fait craindre [une insécurité alimentaire](#) à des niveaux jamais atteints auparavant. Cela fait 16 ans que la région est le théâtre d'une insurrection djihadiste qui a fait plus de 40.000 morts et a déplacé plus de 2 millions de personnes.

Sénégal: dans un contexte de grave crise économique, le [gouvernement appelle la population à faire des « sacrifices »](#) pour pouvoir redresser le pays d'ici « deux à trois ans ». Les autorités accusent le précédent régime d'avoir dissimulé les vrais chiffres des indicateurs-clés, comme la dette publique et le déficit budgétaire. Le gouvernement a imposé, ces dernières semaines, des taxes sur plusieurs produits, tels que le tabac, l'alcool et les jeux de hasard, ainsi que sur les transferts d'argent numériques, très utilisés dans le pays. Après d'intenses négociations, le Sénégal, Etat le plus endetté d'Afrique, proche du défaut de paiement, [n'est pas parvenu à conclure un accord avec le Fonds monétaire international](#) (FMI).

Kenya: début décembre, le Kenya est devenu le premier Etat d'Afrique, et plus largement du Sud global, à signer un [accord bilatéral avec les Etats-Unis en matière de santé](#), depuis la dissolution de l'Usaid. Selon plusieurs observateurs, cet accord, serait surtout un moyen de court-circuiter l'OMS et de mettre à mal le multilatéralisme qui prévalait jusqu'à présent en la matière.

Aussi, un journal a révélé qu'au moins [82 Kényans auraient été enrôlés de force aux côtés de l'armée russe dans la guerre en Ukraine](#), 18 personnes auraient regagné le pays.

Somalie : [Israël est le 1^{er} pays à reconnaître la souveraineté du Somaliland](#), qui s'était autoproclamée indépendante en 1991.

En Somalie, fin décembre, se sont tenues les [premières élections au suffrage universel depuis 60 ans](#) (élections locale), dans un politique et sécuritaire fragile. Depuis 1969, les Somaliens élisent députés et président par un système électoral indirect, fondé sur la représentation des chefs de clan.

Soudan : [1^{ère} visite de l'ONU depuis la fin du siège par les paramilitaires de Forces de soutien rapide \(FSR\) de la ville d'El-Fasher](#), dans l'ouest du pays. Les observateurs y ont vu « *l'un des epicentres de la souffrance humaine* ». Depuis fin octobre, la ville est totalement isolée du monde, l'état de famine y a été déclaré en novembre. Le bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a averti, que les atrocités commises dans la ville d'El-Fasher pourraient constituer des [crimes de guerre et des crimes contre l'humanité](#).

Si la guerre au Soudan est le plus souvent présentée comme un conflit interne, [l'implication de plusieurs puissances étrangères \(Emirats Arabes Unis, Arabie Saoudite, Egypte, Russie\) rend le conflit](#) beaucoup plus complexe, le Soudan étant considéré comme un acteur stratégique majeur dans la région.

Tanzanie: suite à sa victoire électorale contestée, [la Présidente Samia Suluhu Hassan](#) a accusé les « étrangers » d'être responsables des manifestations meurtrières qui ont marqué la campagne et le vote. Plus de [200 personnes ont été arrêtés pour « trahison »](#).

Afrique centrale

Cameroun: [mort en détention de Anicet Ekane, président d'un petit parti de l'opposition](#) arrêté suite aux élections controversées du 12 octobre. Cette disparition ravive les craintes entourant le sort de quelque « 2 000 personnes détenues et interpellées arbitrairement », selon le décompte de Stand Up for Cameroon, une organisation de défense des droits humains.

Afrique du sud et australe

RDC: quelques jours seulement après la [ratification d'un accord entre Kinshasa et Kigali](#), sous les auspices de Washington, le groupe armé du [M23 a fait de nouvelles avancées](#) dans l'Est du pays.

Environnement

IA: L'intelligence artificielle pourrait être utile aux agriculteurs des pays les plus pauvres, comme au [Kenya](#) où certains l'utilisent pour améliorer leur rendement agricole. Ces dernières années, plusieurs outils utilisant l'IA ont été développés en Afrique de l'Est par des organisations non gouvernementales ou des start up.

05 | Actualités du RAEMH

Des **articles** ont été publiés à l'occasion de [la journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes](#), et de la [journée internationale des Migrants](#).

Le 5 février prochain, le RAEMH organise un **webinaire sur l'accompagnement au deuil le long du parcours migratoire**, inscrivez-vous [ici](#) !